

BDS : Lettre ouverte d'Israéliens à François Hollande, Bernard Cazeneuve et Michel Cadot

Choqués par les pressions exercées par le lobby israélien sur le gouvernement français, une vingtaine d'opposants israéliens en appellent aux dirigeants français, afin qu'ils respectent la liberté d'expression concernant la campagne BDS (*Boycott, Désinvestissement, Sanctions*).

Ci-dessous leur lettre ouverte.

À l'attention de

Monsieur François Hollande, Président de la République

Monsieur Bernard Cazeneuve, Premier Ministre

Monsieur Michel Cadot, Préfet de Police de Paris

Messieurs,

Nous vous écrivons en tant que citoyens juifs de l'État d'Israël, nous qui nous opposons au comportement illégal et immoral des gouvernements israéliens, qui dure depuis des années.

On nous a appris que, dans la ville de Paris, on se prépare à freiner, même à interdire les manifestations de soutien de la campagne BDS (*Boycott, Désinvestissement, Sanctions*) contre les violations israéliennes des Droits Humains. Nous jugeons donc qu'il est extrêmement important de déclarer très clairement que la campagne BDS n'a rien d'antisémite et qu'elle s'oppose précisément à toute forme de racisme. Au lieu d'être raciste, elle se base fermement sur le Droit international et sur les Droits Humains universels.

Tout récemment, le 7 mars 2017, cette campagne a déclaré sans équivoque : « *Conformément à la définition onusienne de discrimination raciale, le mouvement BDS ne tolère aucune action ou langage suggérant l'adoption ou la promotion du racisme quel qu'il soit : racisme anti-noir, racisme anti-arabe, islamophobie, antisémitisme, sexisme, xénophobie, homophobie.* »

Nous condamnons fermement l'apartheid, le génocide, l'esclavage, l'exploitation coloniale et le nettoyage ethnique, qui sont des crimes contre l'humanité fondés sur le racisme et la suprématie raciale. Qui plus est, nous exigeons le Droit de leurs victimes, y compris leurs descendants, à une réparation complète. Nous condamnons de même les autres violations des Droits Humains, y compris la traite d'êtres humains, l'exploitation des travailleurs et l'exploitation sexuelle.

En outre, nous sommes consternés par les fausses accusations lancées par Mme Kosciusko-Morizet dans une lettre datée du 15 février 2017, adressée à Monsieur Cadot, Préfet de Police, dans laquelle elle déclare que les propos de la campagne BDS ne sont rien moins que des mots de haine.

Nous nous opposons sans hésitation aux sérieuses violations israéliennes du Droit international, y compris la perpétration du crime d'apartheid, tel qu'il est défini dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, que nous jugeons inexcusable. En exigeant la fin de l'apartheid israélien, nous exprimons notre amour pour tous les habitants d'Israël-Palestine, tout en revendiquant les valeurs les plus fondamentales que sont la liberté et la justice pour tous.

Quel outrage si la France, spécialement l'État français, supprimait la liberté d'expression de sa population qui prône le respect de la loi et ces valeurs humaines fondamentales qui sont à la base de la Constitution française et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen !

C'est pourquoi nous vous appelons à respecter et à protéger les Droits de ceux qui contestent les graves violations israéliennes des Droits Humains et à protéger vos citoyens français qui militent au nom du mouvement BDS, afin qu'ils puissent le faire librement, sans être intimidés par une persécution sous forme de mesures légales, ou par des menaces physiques, comme cela est arrivé auparavant.

Très sincèrement,

Ronnie Barkan, Einav Kaplan-Raz, Guy Davidi, De-Colonizer, Shir Hever, Yudit Ilany, Yael Kahn, Einav Kaplan-Raz, Ron Merom, Ofer Neiman, Lorien Newman, Jonathan Ofir, Maya Rotem, Lizi Sagie, Herzl Schubert, Stavit Sinai, Eyal Sivan, Lia Tarachansky, Tamara Traubmann, Michel Warschawski, Sergio Yahni